Philosopher avec Machiavel pour les 500 ans du Prince

Author : Agnès Cugno

Categories : [Philo Contemporaine](#)

Date : 13 décembre 2013

Vingt-six chapitres, une centaine de pages : un « opuscule » sur les principats, écrit rapidement, comme une fulgurance, alors qu'il était déjà engagé dans la rédaction de son plus volumineux ouvrage, les *Discours sur la première décade de Tite-Live* - voilà comment Machiavel, dans une lettre à un ami, décrit son *De principatibus*. Alors même qu'il était aux prises avec la question des républiques, à la lumière de la plus prodigieuse d'entre elles, Rome, Machiavel ressent soudain la nécessité de tout lâcher pour consacrer un petit ouvrage aux princes nouveaux, ceux dont le combat politique pourrait se résumer à conquérir, exercer et maintenir un pouvoir qui ne leur appartient pas, mais que la fortune ou les armes leur ont donné d'obtenir.

En quelques chapitres, il évacue la question des républiques (puisqu'il en traitera dans les *Discours*), celle des principats légitimes (puisqu'ils ne posent pas de problèmes spécifiques), et celle des états pontificaux (qui se gouvernent par autre chose que la politique – autrement dit, qui ne se gouvernent pas), puis se lance en *terra incognita*, à l'aventure, dans les régions plus obscures du pouvoir illégitime.

Habile démonstration par l'absurde qu'il n'y a qu'une république qui puisse durer, *le Prince* accumule exemples anciens et modernes, contre-exemples, contre-exemples renversés, et dresse en creux un portrait du prince idéal : il n'est ni une bête brute, ni surtout un ange, ni celui qui a volé au pouvoir grâce à sa bonne étoile ou ses appuis militaires et financiers. C'est un homme seul, puissant, déterminé sans être pourtant jamais réductible à une seule nature : il n'est pas mauvais, mais il doit savoir n'être pas bon, il n'est ni loyal ni faux, ni cruel ni pitoyable, ni menteur ni naïf. Il doit surtout n'être ni haïssable, ni méprisable, afin de conserver sa meilleure forteresse : le peuple, dont la liberté bien comprise assure le salut de l'Etat. C'est pourquoi en dernière instance, il n'est même pas un homme : il n'a pas d'autre choix pour se maintenir que de remettre le pouvoir aux institutions, plus stables et plus justes que lui. Le prince idéal, c'est donc l'Etat – un Etat moderne, désincarné, administratif, central, dont Machiavel, sans le savoir lui-même, pose les premières bases philosophiques, trois siècles avant Hegel.

Le Prince déplace les lignes traditionnelles qui opposaient dans les traités médiévaux le vice à la vertu, et faisaient du prince un modèle de moralité censé inspirer le peuple et de la politique une continuation de la théologie. Lui-même, malgré sa visible admiration pour César Borgia, ne propose aucune figure exemplaire à notre imitation : seul le principe de l'action des grands hommes doit être imité. Chaque situation est particulière, chaque événement demande à être interprété et replacé dans son contexte, aucune recette miracle n'existe en cette matière infiniment

renouvelée et diffractée dans les milliers de consciences individuelles qu'est l'histoire politique. Une seule chose demeure identique à travers les variations de l'histoire : la *virtù*, le génie politique qui fait qu'un prince ou une institution se révèle à un moment donné capable d'assurer la liberté du peuple et le salut de l'Etat.

C'est sans doute ce qui fait du *Prince* un tel événement dans l'histoire de la philosophie, et lui donne son actualité jamais démentie depuis sa parution, en 1532, cinq ans après la mort de Machiavel, et presque vingt après sa rédaction, dont nous célébrons cette année le cinquantième centenaire. Séparation de la politique et de la morale, constitution d'un concept nouveau de vérité en politique, mise en place des éléments de la pensée de l'Etat moderne, formulation de la dialectique de l'être et du paraître propre à l'exercice du pouvoir, et enfin affirmation de la foi de Machiavel dans la république, normée par la *virtù* des institutions : c'est la modernité politique qui naît dans *le Prince*. Machiavel est un découvreur, un fondateur et un visionnaire : voilà sans doute ce qui attacha au Prince des esprits aussi follement épris de politique que Napoléon Bonaparte ou Mitterrand, ou même Mussolini et Staline, mais qui résonne aussi en philosophie : Descartes, Spinoza, Hobbes, Rousseau, Hegel, s'appuyèrent explicitement sur lui pour penser l'Etat et l'exercice du pouvoir.

Aujourd'hui, on lit toujours *le Prince*, non seulement à la tête des gouvernements, mais aussi dans les coulisses du pouvoir : pas un conseiller en communication qui n'ait un jour eu à appliquer un des principes du chapitre XVIII, selon lequel « les hommes jugent plus aux yeux qu'aux mains, tous voient ce que tu parais, peu savent ce que tu es », ni un stratège qui ne sache que « les hommes sont si simples et obéissent si bien aux nécessités présentes, que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper ». Son nom reste ainsi souvent lié à l'ambiguïté, la tromperie et la ruse. On met encore régulièrement dans sa bouche les lieux communs du réalisme politique le plus grossier, comme « la fin justifie les moyens », qu'il n'a jamais dit ; on lui a attribué la paternité du concept de « raison d'Etat », inventé par le jésuite Botero en 1589, c'est-à-dire 62 ans après sa mort ; les anglais ont même surnommé le diable en personne « Old Nick », en hommage à Nicolas Machiavel, dont le nom a été quelquefois compris comme les « mai chiavelli », les « clous maudits » qui ont crucifié le Christ...

Il est vrai que *le Prince* a fait scandale dès sa rédaction, et que des versions tronquées, modifiées, caricaturées, ont circulé dans les milieux intellectuels de l'Europe bien avant sa parution. Claude Lefort montre dans *Le travail de l'oeuvre, Machiavel* comment un mythe machiavélique prit corps, dix ans après la parution *du Prince* : qu'il s'agisse pour les catholiques romains de combattre la Réforme, pour les peuples de destituer leur tyran, pour l'Europe chrétienne de refuser le capitalisme incarné par les marchands italiens, le "machiavélisme" désigne "ce que l'imagination commune veut se représenter chaque fois que le pouvoir est perçu comme ce qui est absolument étranger, au principe d'actions inconnues et inconnaisables, cela qui, situé à une distance infranchissable, détermine contre son gré et pour son malheur l'existence commune". L'accusation de machiavélisme fut donc portée, poursuit Lefort, contre Catherine de Médicis, Cromwell et Henri VIII, Henri III, Henri IV, Mazarin et Richelieu, Louis XIV, Napoléon Ier, Louis-Philippe et Napoléon

III, Gladstone, Cavour, Bismarck et nombre de nos contemporains. Le machiavélisme est, comme le note Michel Sénellart : "la politique en tant qu'elle est le mal". Le mythe machiavélique varie selon les circonstances, selon que l'opinion publique se mobilise contre une idéologie ou une autre : il sera donc tour à tour "l'anglicanisme, le calvinisme, l'athéisme, le jésuitisme, le gallicanisme, l'averroïsme". Il est, écrit Tommasini, "ce qu'en firent les événements, et ce que voulurent les haines".

Sommes-nous aujourd'hui réconciliés avec *le Prince* de Machiavel ? Le nombre de publications, de colloques, d'émissions, qui lui sont consacrés allant toujours croissant, il semblerait que pour le moins notre siècle tente de comprendre le sens des thèses machiavéliennes avec plus de soin et moins de préjugés. Il faut dire que l'histoire contemporaine et le développement des techniques de communication n'a cessé de lui donner raison : nous devons admettre que la politique n'est pas une affaire d'enfants de cœur, que le péché originel y est plus d'ignorer la puissance des apparences que d'y céder, et que celui qui gouverne reçoit en même temps que le pouvoir une charge écrasante, qui ne lui laisse que rarement le loisir d'être bon. Nous sommes en passe d'accepter un certain matérialisme politique, qui n'est pas une renonciation à l'idéal républicain de bien commun, mais bien plutôt sa condition. L'excellente série danoise *Borgen*, qui cite Machiavel à chaque épisode, est peut-être un bon indicateur de ce que nos sociétés ont fini par prendre le tournant machiavélien.